



ADRESSE AUX AGENTS : AGIR DANS L'UNITÉ POUR LES REVENDICATIONS !

Les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, SNADGI-CGT et SNT-CGT, F.O.-DGFIP, CFDT Finances publiques, CFTC DGFIP, SNCT-CGC et CGC Impôts, UNSA DGFIP, se sont réunies le 9 février 2010.

Elles ont décidé de s'adresser ensemble à tous les agents de la DGFIP afin de construire un rapport de force unitaire et durable pour obtenir satisfaction sur les revendications portant sur les missions, l'emploi, les conditions de vie au travail, les rémunérations, les carrières et les statuts.

Agir pour les missions : Aujourd'hui, trop d'agents ont perdu leurs repères « métiers » et la création des nouvelles structures administratives ne fait qu'augmenter l'inquiétude générale. Les conditions d'exercice des missions et leurs moyens ne sont pas à la hauteur des enjeux pour le service public.

Agir pour l'emploi : La colère des agents n'a fait que grandir depuis l'annonce en novembre dernier de 2 569 suppressions d'emplois, comme le montrent les nombreuses actions et grèves organisées depuis deux mois. Ils condamnent cette politique aveugle. Le ministre prépare en ce moment un nouveau plan pluriannuel de destructions d'emplois et de services de proximité, agissons pour le contraindre à faire l'inverse. De plus, la loi sur la mobilité et ses dispositions relatives au licenciement des fonctionnaires, sont inacceptables.

Agir pour les conditions de travail : Le non remplacement de plus d'un agent sur deux partant en retraite est aussi une catastrophe pour les conditions de travail. Et à chaque nouvelle étape de la mise en place de la DGFIP (SIP, DLU, Pôles...), le stress augmente et les conditions de vie au travail subissent des dégradations importantes, s'ajoutant à celles provoquées par les sous-effectifs, des relations hiérarchiques détériorées et une politique de pilotage par indicateurs déconnectée de la réalité des services.

Agir pour les rémunérations et les carrières : La création de la DGFIP et l'évolution des doctrines d'emplois qui en résulte, nécessitent une forte revalorisation des qualifications et des rémunérations plutôt qu'une simple « reconnaissance » dans les seuls discours officiels. Au-delà des mots, ce sont des actes qui sont exigées au moment où se discutent notamment les statuts particuliers des agents des Finances publiques. De plus, le retour des provocations du gouvernement, notamment sur la mise en œuvre de la rémunération au mérite et la stigmatisation des fonctionnaires accusés d'être responsables de l'accroissement des déficits publics, nécessitent une forte réaction unitaire.

Par ailleurs, les syndicats signataires interpellent le Directeur Général afin de dénoncer la défaillance actuelle du dialogue social dont l'administration porte, seule, l'entière responsabilité.

Sur tous ces sujets, concernant le Service Public et les agents, les organisations syndicales de la DGFIP réaffirment leur volonté de rassembler les agents pour agir dans l'unité et imposer d'autres choix !